

[Text]

EVIDENCE

[Recorded by Electronic Apparatus]

Friday, September 28, 1990

• 0934

The Chairman: There being four members present, the committee is called to order.

This morning we are continuing our consideration of the Canada-Mexico free trade question. Our witness this morning, from the Canadian Labour Congress, is Ms Nancy Riche, Executive Vice-President.

Ms Nancy Riche (Executive Vice-President, Canadian Labour Congress): Mr. Chairman, I would like to introduce Bruce Campbell, who is a senior economist at the congress and the staff person responsible for monitoring the FTA with the United States.

We have sent you what we call a preliminary brief, which would have been the final except for some decisions that were made during the last week. So of course the final final is not translated. There are not many changes, except on the process, but if you wish we can send you that. But I do have a statement I would like to read into the record before we get into the question-and-answer period.

• 0935

First we would like to comment on the process. At the beginning of the year Trade Minister Mr. Crosbie told us that Canada was not interested in a trilateral trade deal. Six months later he told this committee that Canada was considering whether or not to seek a place at the table. He added that his government would not decide the matter until after the Commons committee had held public hearings and had made its recommendations, until late September or early October.

A few weeks ago we learned through press leaks that the government decided to seek participation in the U.S.-Mexico negotiation. This was never confirmed officially. But on Monday, September 24, Mr. Crosbie announced that Canada had been accepted by Mexico and the United States as a full partner in a negotiation with the aim to conclude a trilateral free trade agreement by the end of 1991.

So the government has gone ahead and made a decision without parliamentary hearings, without parliamentary debate. It is hard to be surprised any more by this government's cynical disregard for democracy. It appears that the reason for the government's abrupt change of plan was caused by requirements of the U.S. Congress. President Bush had just asked Congress for the fast-track approval to negotiate free trade with Mexico. If Canada were to be included in the request, it would have to mention Canada specifically. The choice was either to fit in with the American timetable or to be left out.

[Translation]

TÉMOIGNAGES

[Enregistrement électronique]

Le vendredi 28 septembre 1990

Le président: Comme nous sommes quatre, je déclare la séance ouverte.

Ce matin, nous poursuivons notre étude sur la possibilité d'un accord de libre-échange avec le Mexique. Notre témoin ce matin est M^{lle} Nancy Riche, vice-présidente exécutive du Congrès du travail du Canada.

Mme Nancy Riche (vice-présidente exécutive, Congrès du travail du Canada): Monsieur le président, permettez-moi de vous présenter Bruce Campbell, économiste en chef du Congrès, qui est chargé de surveiller l'application de l'ALE.

Nous vous avons adressé ce que nous avons appelé un mémoire préliminaire, qui aurait dû être la version finale, mais certaines décisions ont été prises au cours de la semaine dernière. Bien entendu, la version définitive n'a pas été traduite. Il n'y a pas grands changements, sauf en ce qui concerne le processus, mais nous pourrions vous envoyer la nouvelle version si vous le désirez. J'ai toutefois une déclaration que j'aimerais lire officiellement avant que l'on passe aux questions et réponses.

Nous aimerions tout d'abord vous parler du processus suivi. Au début de l'année, le ministre du Commerce, M. Crosbie, nous a dit que le Canada ne s'intéressait pas à un accord tripartite. Six mois plus tard, il a déclaré aux membres du comité que son gouvernement se demandait si le Canada devrait participer à ces négociations. Il a ajouté que la décision ne serait prise qu'après que le comité de la Chambre des communes aurait tenu des audiences et présenté des recommandations, soit à la fin septembre, début octobre.

Il y a quelques semaines, nous apprenions par la presse que le gouvernement avait décidé de manifester son intention de participer aux négociations entre les États-Unis et le Mexique. Il n'y a jamais eu de confirmation officielle. Par contre, le lundi 24 septembre, M. Crosbie annonçait que le Mexique et les États-Unis avaient accepté de négocier avec le Canada sur un pied d'égalité en vue d'un accord de libre-échange tripartite qui serait ratifié d'ici la fin de 1991.

Le gouvernement a donc pris sa décision sans audiences parlementaires et sans débat. Le cynisme du gouvernement vis-à-vis des principes démocratiques n'est guère pour nous surprendre. C'est le Congrès américain qui apparemment lui a fait brusquement changer de plan. Le président Bush venait tout juste de demander au Congrès de l'autoriser rapidement à négocier un accord de libre-échange avec le Mexique, et si le Canada souhaitait participer à ces négociations, il fallait que son nom figure dans la demande. Il fallait soit se conformer au programme américain, soit en être exclu.